

Art. 6. Le président peut en outre, après avoir pris l'avis du procureur du Roi, modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres.

Dans ce cas, comme dans celui qui est prévu à l'article 5, son ordonnance est affichée au greffe et le premier président de la cour d'appel en est immédiatement informé.

Art. 7. Les audiences des première, deuxième, troisième et sixième chambre commencent à 9 heures. Les audiences de la quatrième chambre commencent à 15 heures. Les audiences de la cinquième chambre commencent à 9 h 30 m; leur durée est de trois heures au moins, non compris le règlement des rôles et la prononciation des jugements.

Art. 8. Le président du tribunal établit, après avoir pris l'avis du procureur du Roi, les jours et heures des audiences de vacation et désigne les magistrats qui doivent y siéger.

Art. 9. L'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal de commerce de Malines, modifié par les arrêtés royaux des 14 juin 1979, 10 avril 1990, 11 avril 1999 et 25 mai 1999, est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Notre Ministre de la Justice est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 juin 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Art. 6. De voorzitter van de rechtbank kan ook, na het advies van de procureur des Konings te hebben ingewonnen, voorlopig het aantal en de bevoegdheden van de kamers wijzigen.

In dit geval alsmede in het geval van artikel 5, wordt zijn beschikking ter griffie aangeplakt en onmiddellijk ter kennis gebracht van de eerste voorzitter van het hof van beroep.

Art. 7. De zittingen van de eerste, tweede, derde en zesde kamer beginnen om 9 uur. De zittingen van de vierde kamer beginnen om 15 uur. De zittingen van de vijfde kamer beginnen om 9 u. 30 m.; ze duren ten minste drie uren, rolregeling en uitspraak van vonnissen niet inbegrepen.

Art. 8. De voorzitter van de rechtbank bepaalt, na het advies van de procureur des Konings te hebben ingewonnen, dag en uur van de vakantiezittingen en wijst de magistraten aan die er zitting dienen te nemen.

Art. 9. Het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de rechtbank van koophandel te Mechelen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 14 juni 1979, 10 april 1990, 11 april 1999 en 25 mei 1999, wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. Onze Minister van Justitie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 juni 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 1879

[2005/201813]

29 AVRIL 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études secondaires ainsi que les conditions de leur octroi

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret, réglant pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, notamment les articles 1^{er}, § 5; 3, alinéa 1^{er} et 7;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 juillet 1990 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études secondaires ainsi que les conditions de leur octroi, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 12 décembre 1994 et 31 janvier 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 décembre 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations et prêts d'études, donné le 19 janvier 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 mars 2005 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les demandes d'allocations d'études secondaires doivent être introduites au moyen des formulaires dont le modèle est arrêté par le Ministre qui a les allocations et prêts d'études dans ses attributions.

§ 2. Ces demandes doivent être adressées par envoi recommandé, soit :

1^o au Service des allocations d'études secondaires de la province où est situé l'établissement scolaire que le candidat fréquentera pendant l'année scolaire pour laquelle l'allocation est sollicitée;

2° au Service des allocations d'études de Bruxelles-Brabant wallon, s'il s'agit de candidats poursuivant leurs études dans la région de Bruxelles Capitale, dans la province du Brabant wallon, en dehors de la Communauté française ou à l'étranger.

Art. 2. § 1^{er}. Sauf cas exceptionnels définis au présent article, les demandes doivent être envoyées au plus tard le 31 octobre de l'année scolaire pour laquelle l'allocation est sollicitée.

§ 2. Sont reconnues comme relevant d'un cas exceptionnel les demandes dont le retard d'introduction est justifié par l'un des motifs suivants :

1° le décès de la ou de l'une des personnes pourvoyant à l'entretien de l'élève ou en ayant la charge;

2° l'hospitalisation, pendant trente jours consécutifs au moins, du candidat, ou de la ou de l'une des personnes pourvoyant à l'entretien de l'élève ou en ayant la charge;

3° la perte de l'emploi principal de la ou de l'une des personnes pourvoyant à l'entretien du candidat ou en ayant la charge.

Ces motifs ne peuvent toutefois être pris en considération que si les situations invoquées se sont produites après le 1^{er} juillet précédant le début de l'année scolaire envisagée.

4° l'information tardive du candidat de ses résultats de l'année d'études antérieure ou de toute délibération concernant son admission dans l'année d'études envisagée, pour autant que ce retard soit imputable exclusivement aux autorités habilitées à décider de ces résultats ou de cette admission.

§ 3. Dans tous les cas visés au § 2 du présent article, la demande doit être introduite avant le 1^{er} mars de l'année scolaire pour laquelle l'allocation est demandée.

§ 4. D'autres cas exceptionnels peuvent être reconnus par décision du Gouvernement sur proposition du Ministre qui a les allocations et prêts d'études dans ses attributions.

Art. 3. Pour pouvoir bénéficier d'une allocation pour une année d'études déterminée, le candidat doit pouvoir satisfaire aux conditions requises pour y être admis comme élève régulier.

Art. 4. § 1^{er}. Aucune allocation d'études n'est accordée au cours de l'année scolaire pendant laquelle l'élève répète une année d'études ou suit une année d'études d'un niveau égal ou inférieur à celle qu'il a déjà faite.

Cependant, une dérogation à cette disposition peut être autorisée une seule fois au cours de toute la durée des études secondaires.

§ 2. Le candidat qui, après avoir été régulièrement inscrit pendant une année au plus dans l'enseignement supérieur, se réoriente vers des études classées dans l'enseignement professionnel secondaire complémentaire ou vers une septième année de l'enseignement secondaire peut bénéficier d'une allocation d'études.

Art. 5. Le Ministre qui a les allocations et prêts d'études dans ses attributions statue sur les demandes et sur les montants des allocations. Il procède aux vérifications et contrôles requis et décide des éventuels remboursements.

Art. 6. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 juillet 1990, fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études secondaires ainsi que les conditions de leur octroi, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 et les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 12 décembre 1994, 31 janvier 2002, est abrogé.

Art. 7. A titre transitoire, pour les dossiers relatifs à l'année scolaire 2004-2005 ou à une année scolaire antérieure, les dispositions en vigueur au moment de l'introduction des demandes restent d'application jusqu'à leur clôture définitive.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année scolaire 2005-2006.

Art. 9. Le Ministre qui a les allocations et prêts d'études dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 avril 2005.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 1879

[2005/201813]

29 APRIL 2005. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het secundair onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden voor de toekenning van die toelagen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983, inzonderheid op de artikelen 1, § 5; 3, leden 1 en 7;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1990 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het secundair onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden van de toekenning van die toelagen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 april 1993 en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 1994 en 31 januari 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 9 december 2004;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor studietoelagen en -leningen, gegeven op 19 januari 2005;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 22 december 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 21 maart 2005, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Besluit :

Artikel 1. § 1. De aanvragen tot het bekomen van studietoelagen voor secundair onderwijs moeten worden ingediend door middel van formulieren waarvan het model is vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheden de studietoelagen en -leningen behoren.

§ 2. De aanvragen moeten bij een ter post aangetekende brief worden gestuurd :

1° ofwel naar de Dienst voor studietoelagen voor secundair onderwijs van de Provincie waar de schoolinrichting is gevestigd die de kandidaat zal bezoeken gedurende het schooljaar waarvoor de toelage wordt aangevraagd;

2° ofwel naar de Dienst voor studietoelagen voor secundair onderwijs van Brussel -Waals Brabant, als het kandidaten betreft die hun studies voortzetten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, in de provincie Waals Brabant, buiten de Franse Gemeenschap of in het buitenland.

Art. 2. § 1. Behoudens uitzonderlijke gevallen bepaald in dit artikel moeten de aanvragen worden toegezonden uiterlijk op 31 oktober van het schooljaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

§ 2. Als uitzonderlijk geval waarvoor het indieninguitstel door een van de volgende redenen is gerechtvaardigd, wordt erkend :

1° het overlijden van de persoon of van een van de personen die voorziet in het onderhoud van de leerling of die de leerling ten laste heeft;

2° de opneming in een ziekenhuis voor een duur van ten minste dertig opeenvolgende dagen van de kandidaat of van de persoon of van een van de personen die voorziet in het onderhoud van de leerling of die de leerling ten laste heeft;

3° het verlies van de hoofdbetrekking van de persoon of van een van de personen die voorziet in het onderhoud van de leerling of die de leerling ten laste heeft;

Deze redenen worden evenwel slechts in aanmerking genomen als de aangehaalde gebeurtenissen zijn voorgekomen na 1 juli vóór het schooljaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

4° het te laat op de hoogte brengen van de kandidaat van de uitslagen van het vorige studiejaar of van elke beraadslaging betreffende zijn toelating tot het betrokken studiejaar, voor zover deze vertraging uitsluitend toegeschreven kan worden aan de overheid die bevoegd is om over deze uitslagen of deze toelating te beslissen.

§ 3. In al de gevallen bepaald in § 2 van dit artikel moet de aanvraag worden ingediend vóór 1 maart van het schooljaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

§ 4. Andere uitzonderlijke gevallen kunnen erkend worden bij beslissing van de Regering, op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden de toekenning van studietoelagen en -leningen behoort.

Art. 3. Om een studietoelage voor een bepaald studiejaar te kunnen genieten moet de kandidaat aan de vereiste voorwaarden voldoen om er als regelmatige leerling aanvaard te worden.

Art. 4. § 1. Er wordt geen studietoelage toegekend tijdens een door de leerling overgedaan schooljaar of tijdens een door de leerling gevolgd schooljaar van een niveau dat gelijk is aan of lager is dan het niveau van het reeds gevolgde studiejaar.

Er kan echter één enkele keer een afwijking van die bepaling worden toegestaan voor de gehele duur van het secundair onderwijs.

§ 2. Een kandidaat die maximaal één jaar regelmatig ingeschreven was in het hoger onderwijs en kiest voor een nieuwe oriëntatie in studies die behoren tot het aanvullend secundair beroepsonderwijs of voor een zevend jaar van het secundair onderwijs mag een studietoelage genieten.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheden de toekenning van studietoelagen en -leningen behoort, beslist over de aanvragen en over het bedrag van de toelagen. Hij verricht de vereiste verificaties en controles en beslist over de eventuele terugbetaling.

Art. 6. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1990 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het secundair onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden van de toekenning van die toelagen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 april 1993 en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 december 1994 en 31 januari 2002 wordt opgeheven.

Art. 7. Voor de dossiers betreffende het schooljaar 2004-2005 of een voorafgaand jaar blijven, bij wijze van overgangsmaatregel, de bepalingen van toepassing die van kracht zijn op het ogenblik van het indienen van de aanvragen tot de definitieve sluiting ervan.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking vanaf het schooljaar 2005-2006.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheden de toekenning van studietoelagen en -leningen behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 april 2005.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET